

RECLAMATION RELATIVE A L'IMPÔT FONCIER SUR LES PROPRIETES BÂTIES

Identification du contribuable	N° T :	N° E :
Nom :	Epoque :	
Prénoms :	Téléphone :	
Né(e) le :	à :	
Forme juridique :	Raison sociale :	
Adresses où l'Office des postes et télécommunications est susceptible de vous délivrer votre courrier :		
1/ BP :	Code postal :	Commune :
2/ PK :	côté : <input type="checkbox"/> mer <input type="checkbox"/> montagne	Quartier :
Rue ou servitude :	Commune :	
L'immeuble est-il en copropriété (indivision, communauté de bien, ...) ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
Nom et prénoms du (ou des) autre(s) copropriétaire(s) :		
1/	2/	
3/	4/	

Identification de l'immeuble	N° :
<input type="checkbox"/> maison d'habitation	<input type="checkbox"/> appartement
<input type="checkbox"/> local commercial ou industriel	<input type="checkbox"/> installation commerciale ou industrielle
<input type="checkbox"/> terrain à usage commercial ou industriel	<input type="checkbox"/> autre :
<u>Adresse géographique</u>	
PK :	côté : <input type="checkbox"/> mer <input type="checkbox"/> montagne
Rue ou servitude :	Quartier :
S'il s'agit d'un ensemble immobilier (résidence, immeuble collectif, ...), coordonnées de l'immeuble :	
n° lot :	n° du local :
étage :	escalier / ascenseur :
autre :	
<u>Description du local</u>	
Date d'achèvement :/...../.....	
N° du certificat de conformité :	Date du certificat de conformité :/...../.....
Surface utile plancher : m ²	Nombre de pièces principales :
Nature des murs :	Sol :
Toit :	
Nom du précédent propriétaire du bâti :	N° :

Pour être recevables, les réclamations doivent être présentées au plus tard le 31 décembre de l'année suivant celle de la mise en recouvrement du rôle (art. 611-3-1)

Années : /

Avertissements n° : /

Motif de la déclaration :

.....

.....

.....

.....

.....

Fait à, le 201

Signature

« Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel. »

DICP/IFRC/SN/N025/V1/14